

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Grande-Bretagne-et-l-evasion-de-Pinochet-devant-la-justice>

La Grande-Bretagne et l'évasion de Pinochet devant la justice

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mardi 18 mars 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Des dossiers déclassifiés datant d'il y a 25 ans montrent comment le gouvernement britannique a permis à l'ancien dictateur chilien d'échapper à son extradition vers l'Espagne.

- Margaret Thatcher a conclu un accord secret avec Pinochet dans les années 1980, selon les archives
- Le conseiller principal de Tony Blair a commenté : « Ce serait évidemment embarrassant si tout cela était révélé »

Le 2 mars 2000, Augusto Pinochet traversait d'un pas hésitant le tarmac de la RAF Waddington, dans le Lincolnshire, et montait à bord d'un avion de l'Armée de l'Air Chilienne, marquant ainsi ses derniers pas sur le sol britannique.

L'ancien dictateur venait d'être déclaré inapte à être jugé par le ministre de l'Intérieur britannique, [Jack Straw](#), et avait été autorisé à retourner au Chili avec effet immédiat.

Pinochet avait passé les 16 derniers mois en résidence surveillée en Grande-Bretagne, en attendant l'issue d'une demande d'extradition espagnole pour des violations des droits de l'homme commises sous son régime.

Entre 1973 et 1988, des agents de l'État chilien ont été [Voyages](#) Plus de 3,000 XNUMX morts ou disparitions et des dizaines de milliers de cas de torture et d'arrestations politiques ont été à l'origine de cette affaire. La demande d'extradition de Pinochet par l'Espagne comprenait des accusations de meurtre et de torture.

La décision du gouvernement britannique de permettre à Pinochet d'échapper à la justice a donc été accueillie avec indignation, en particulier après que le despote ait semblé montrer des signes miraculeux de [récupération](#) à son arrivée à Santiago.

Beaucoup soupçonnaient qu'un accord politique avait été conclu pour permettre à Pinochet de retourner au Chili sous le couvert d'un [contentieux](#) médical [rapport](#), qui a affirmé qu'il n'avait pas été en mesure de donner des instructions à ses avocats.

Récemment déclassifié [fichiers](#) indiquons maintenant comment le processus juridique a été compliqué par un accord secret conclu avec Pinochet par Margaret Thatcher dans les années 1980.

Selon les dossiers, Thatcher avait promis au dictateur une assistance médicale en Grande-Bretagne en échange du soutien militaire et des services de renseignement du Chili pendant la guerre des Malouines en 1982.

Les documents montrent également comment l'idée de libérer Pinochet pour raisons de santé a été longuement discutée à huis clos, les autorités chiliennes préconisant une solution « *humanitaire* » à la crise.

Le député [Jeremy Corbyn](#), un fervent partisan de la campagne en faveur de l'extradition de Pinochet, [commenté](#) :

« Il y avait constamment des pressions pour que Pinochet puisse revenir... On a monté des histoires sur sa santé et on nous a dit que c'était un homme qui perdait la mémoire, que l'âge prenait le dessus et qu'il ne serait pas apte à

être jugé. »

« Ce serait embarrassant si cela était révélé »

Le mandat d'arrêt contre Pinochet a été exécuté peu avant minuit, le 16 octobre 1998, à la London Clinic, un hôpital privé de la capitale anglaise.

Cette décision a été prise si tard dans la nuit parce que « *les services de renseignements indiquaient que Pinochet prévoyait de quitter l'hôpital et le pays de manière imminente* », indique un rapport déclassifié de la police métropolitaine.

Les officiers britanniques en civil stationnés à l'hôpital étaient également « *discrètement armés* » pour empêcher « *l'évasion assistée* » de Pinochet de la garde à vue vers l'ambassade chilienne voisine.

Alors que les policiers accomplissaient leurs devoirs légaux, la nouvelle de la détention de Pinochet commença à parvenir à Whitehall, déclenchant des discussions internes frénétiques prévoyant une tempête politique potentielle.

L'une des dépêches les plus remarquables a été envoyée au Premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, par son secrétaire privé principal, John Holmes, le jour de l'arrestation de Pinochet.

« Vous devez savoir que les autorités espagnoles ont demandé l'extradition du général Pinochet, qui se trouve actuellement à Londres pour y suivre un traitement médical », a été informé Blair.

« La situation est plus compliquée qu'il n'y paraît », a poursuivi Holmes. « Apparemment, nous avons conclu avec lui un accord par le passé, en raison de notre coopération avec les Chiliens contre l'Argentine au moment de la crise des Malouines, selon lequel nous l'aiderions à recevoir des soins médicaux à Londres »

Holmes a observé d'un ton inquiétant : « Ce serait évidemment embarrassant si tout cela était révélé »

Craignant l'expansionnisme argentin, le régime de Pinochet avait fourni à la Grande-Bretagne un soutien militaire et de renseignement pendant la guerre des Malouines en échange de contrats d'armement lucratifs qui comprenaient la vente d'avions Hawker Hunter et d'avions de reconnaissance photographique Canberra.

Plusieurs dossiers sur le soutien du régime chilien à la Grande-Bretagne pendant la guerre restent classifiés par le ministère britannique de la Défense et le ministère des Affaires étrangères.

Malgré ces complications, Holmes restait prudemment optimiste quant à l'affaire Pinochet. « *Tout cela pourrait bien ne mener à rien, avec un peu de chance* », dit-il à Blair.<

Holmes a ajouté : « Le ministère de l'Intérieur partage mon point de vue selon lequel il est préférable que la demande d'extradition n'aboutisse à rien », trahissant apparemment la position initiale de Jack Straw sur la question.

« Motifs de compassion »

L'optimisme de Holmes était déplacé.

Pinochet a été placé en résidence surveillée pendant que les tribunaux britanniques délibéraient sur la manière de procéder à la demande d'extradition. La Chambre des Lords a fait une déclaration historique [décision](#) que les anciens chefs d'État ne pouvaient pas bénéficier de l'immunité de poursuites pour les crimes internationaux les plus graves.

Tout au long de cette période, les autorités chiliennes ont constamment fait pression sur le gouvernement britannique pour qu'il libère Pinochet pour des raisons « *humanitaires* », tout en soulignant que les relations entre le Royaume-Uni et le Chili seraient endommagées si Pinochet était extradé, comme le montrent les dossiers déclassifiés.

En novembre 1998, le ministre chilien des Affaires étrangères José Miguel Insulza a rencontré les ministres britanniques à *Downing Street*, les informant que son gouvernement « *voulait plaider en faveur d'une libération pour des raisons humanitaires* ».

Pinochet était « *un homme malade de 83 ans* » et « *devrait être libéré* » pour raisons de santé, a-t-il déclaré.

Insulza a également souligné que « *le Chili avait de meilleures relations avec le Royaume-Uni qu'avec n'importe quel autre pays européen depuis 150 ans* » et que ces relations seraient endommagées par toute décision d'approuver l'extradition de Pinochet.

Le président du Sénat chilien, Andrés Zaldívar, a également fait pression sur le gouvernement britannique pour qu'il libère l'ancien dictateur pour des raisons humanitaires.

Début décembre, Zaldívar a déclaré à Blair que le Sénat lui avait donné un « *soutien unanime* » pour demander la libération de Pinochet, soulignant comment les « *facteurs politiques et humanitaires* » devraient être utilisés pour refuser l'extradition.

Les arguments des autorités chiliennes ont été, à certains égards, étayés par les conseils juridiques internes fournis à Blair et Straw.

Le 27 novembre 1998, le ministre du Cabinet Charles Falconer a informé Downing Street que la décision de Straw sur l'extradition devrait tenir compte de questions telles que « *la santé de Pinochet* » et « *l'effet sur d'autres pays... s'ils estimaient que leurs anciens dirigeants pourraient être en danger de cette manière* ».

Falconer, qui est marié à la fille de l'ancien ambassadeur de Grande-Bretagne au Chili, [David Hildyard](#), a ajouté : « *L'avantage de traiter ce problème maintenant est que le retour maintenant serait probablement plus facile qu'après une longue bataille juridique au cours de laquelle les atrocités ont été détaillées et que Pinochet a perdu* »

« Danger national extrême »

Ce ne sont pas seulement les autorités chiliennes qui ont fait pression pour la libération de Pinochet.

Margaret Thatcher a écrit à Blair le 25 novembre 1998 pour lui déclarer que « la bonne décision à prendre maintenant est d'agir rapidement pour le libérer et lui permettre de rentrer chez lui ».

Pinochet était « *un vieil homme malade qui, pour des raisons de compassion, devrait être épargné par ce que l'avenir lui réserverait* », a-t-elle déclaré. Faisant référence à la Guerre des Malouines, Mme Thatcher a ajouté que cela ne pourrait que nuire à la réputation de ce pays si l'on savait que ceux qui, comme le sénateur Pinochet, étaient nos amis proches en période de danger national extrême, peuvent s'attendre par la suite à être traités de cette manière.

Même le Vatican a donné son avis.

Quelques semaines après l'arrestation de Pinochet, le secrétaire d'État aux Affaires Etrangères du Saint-Siège a écrit à Blair pour souligner sa conviction que « *toutes les conditions requises sont réunies pour un geste humanitaire en faveur d'un homme de 83 ans qui est malade et qui s'est rendu à Londres pour une opération grave* ».

À la mi-1999, la pression combinée exercée sur le gouvernement britannique pour libérer Pinochet semblait porter ses fruits lorsqu'un accord a été conclu. [concocté](#) entre le Chili, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni pour que Straw rejette la demande d'extradition et « *renvoie Pinochet chez lui pour des « raisons humanitaires* » ».

Selon certaines informations, le ministre britannique des Affaires étrangères, Robin Cook, [dit](#) son homologue espagnol Abel Matutes a déclaré qu'il ne « *le laisserait pas [Pinochet] mourir en Grande-Bretagne* », ce à quoi Matutes a répondu : « Je ne le laisserai pas venir en Espagne ».

Après son retour au Chili, Pinochet est devenu l'objet de nombreuses poursuites judiciaires pour violations des droits de l'homme et corruption. Il n'a cependant jamais été condamné et est décédé en 2006.

[John Mc Evoy](#)* para [Declassified UK](#).

***John McEvoy** est l'enquêteur en chef par intérim de Declassified UK. John est un historien et un cinéaste dont les travaux portent sur la politique étrangère britannique et l'Amérique latine. Son doctorat portait sur les guerres secrètes menées par la Grande-Bretagne en Colombie entre 1948 et 2009, et il travaille actuellement sur un documentaire consacré au rôle de la Grande-Bretagne dans la montée en puissance d'Augusto Pinochet.

Original : « [How Britain allowed Pinochet to escape justice for atrocities](#) »

[Declassified UK](#). USA, 6 mars 2025

***John McEvoy** co-réalise un documentaire sur le rôle de la Grande-Bretagne dans l'ascension de Pinochet. Vous pouvez soutenir le projet de financement participatif du film [ici](#).

[El Correo de la Diaspora](#). Paris le 18 mars 2025